LE\$ AUTEURS

BARBIER (Jean-Pierre), diplômé de l'Institut d'études politiques de Paris, docteur ès sciences économiques. Après avoir été consultant en stratégie d'entreprise (France, Europe et Tiers Monde) pendant 10 ans, il a rejoint la Caisse française de développement où il est actuellement responsable du département des politiques et des études. Son expérience des pays en développement a été acquise au cours de séjour de longue durée en Asie et en Afrique ainsi qu'au travers de nombreuses missions courtes.

BARNEZET (Sylvie), rédactrice en chef de la Revue Territoires, revue mensuelle des acteurs locaux éditée par l'Association pour la Démocratie et l'Education Locale et Sociale (ADELS).

Les actions de l'ADELS tendent à promouvoir la démocratie locale et la participation des habitants à la vie locale. Elle s'organisent autour de l'édition d'ouvrages, la formation des acteurs locaux (élus, techniciens et citoyens) et l'organisation de rencontres et de débats.

BERNIER (Lynne Louise), docteur en sciences politiques diplômée de l'université de Wisconsin-Milwaukee. Elle est professeur associé de sciences politiques à Carroll College, Waukesha, Wisconsin, où elle enseigne la politique comparée et internationale. Lynne Louise Bernier s'intéresse plus particulièrement aux politiques locales et à la décentralisation en France.

BEZANÇON (Xavier), docteur ès sciences économiques et diplomé de l'Institut d'études politiques de Paris, délégué général adjoint du SNBATI et consultant spécialisé dans les services publics. Il est l'auteur de nombreux ouvrages, notamment Les services publics en France du Moyen Age à la Révolution et le Guide de l'urbanisme et du patrimoine et co-auteur du Guide des collectivités locales et de l'élu local (éd. Le Moniteur). Il a cosigné un ouvrage sur le Marché d'entreprise de travaux publics publié chez EFE.

CERCLE FRANÇAIS DE L'EAU, association présidée par le sénateur Jacques OUDIN. Elle rassemble des grandes associations nationales d'élus (l'Association des maires de France, l'Association nationale des élus du littoral, l'Assemblée des présidents des conseils généraux, l'Association nationale des élus régionaux, la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies), des représentants des professionnels et des associations pour l'environnement (la Fédération nationale des travaux publics, le Syndicat professionnel des entreprises des services d'eau et d'assainissement

et l'Association générale des techniciens et hygiénistes municipaux) et des représentants des organismes institutionnels (les Agences de l'eau, EDF et le Crédit local de France). Depuis 1991, le Cercle français de l'eau poursuit son action de réflexion, de proposition et de mobilisation pour participer à la mise en place d'une politique de l'eau ambitieuse et efficace en France.

CARAMES VIEITEZ (Luis), docteur en sciences économiques, professeur d'économie et de finances publiques à l'université de Saint-Jacques-de Compostelle. Il a consacré ses recherches aux finances et à la gestion des collectivités locales espagnoles. Il a notamment dirigé un ouvrage La crisis del estado de bienestar (1994).

CHATRIE (Isabelle), ancienne élève de l'Ecole normale supérieure de Fontenay-Saint-Cloud, agrégée de géographie. Après avoir travaillé sur le thème de la géographie des implantations bancaires en France et exercé plusieurs missions pour le compte de l'Association européenne de marketing et de management financier (EFMA) et de la Caisse des dépôts et consignations, Isabelle Chatrie a intégré, en 1992, le Crédit local de France en tant que chargée de mission, responsable du suivi des questions relatives à l'intercommunalité et à l'aménagement du territoire.

CONSIGLIO (Stefano), professeur contractuel d'organisation des entreprises à l'université de Naples, faculté d'économie. Chercheur au Centre d'études sur les systèmes de transport collectifs (CESIT), il est conseiller d'administration de l'*Azienda napoletana della mobilità* (A.N.M.).

DAFFLON (Bernard), professeur d'économie publique et de gestion des finances publiques à l'université de Fribourg depuis 1986 et professeur associé à l'université de Genève depuis 1993. De 1977 à 1990, il a également été responsable du département des communes du canton de Fribourg et, à ce titre, a acquis une solide expérience dans la pratique des finances publiques communales. Il a écrit plusieurs ouvrages et articles consacrés au fédéralisme et à la décentralisation. Ses derniers livres sont : *La Gestion des finances publiques locales*, publié en 1994 et *Fédéralisme et solidarité : étude de la péréquation en Suisse*, 1995.

DOUAT (Etienne), professeur de droit public à l'université de Rennes I, chercheur au laboratoire de droit public dans les domaines des finances publiques et du droit public économique, en particulier sur les chambres régionales des comptes.

DQUENCE (**Jean-Claude**), professeur de droit public et premier viceprésident de l'université de Pau et des Pays de l'Adour. Il dirige le Centre d'études des collectivités locales (CECL) qui est membre du GRALE (GDR 1175 du CNRS). Ses recherches concernent surtout le droit des collectivités locales et notamment la gestion des services publics locaux. Parmi ses publications, L'action économique locale, décentralisation ou recentralisation? (Economica, 1988), La commune (Dalloz, 1994) et de nombreux articles, notamment à la Revue française de droit administratif.

DURAN (Patrice) docteur d'État en sociologie, maître de conférences à l'université de Bordeaux II et chercheur au Groupe d'analyse des politiques publiques à l'Ecole normale supérieure de Cachan. Il est également conseiller scientifique au Commissariat général du plan. Ses travaux portent plus particulièrement sur la gestion publique territoriale, l'analyse et l'évaluation des politiques publiques.

DURAND (Guy), docteur en droit public. Sa thèse sur recherche sur la nature de la société d'économie mixte local, soutenue à Montpellier en 1994, a obtenu le 1er Prix de thèse du GRALE 1995 (Thèse à paraître en 96 chez «Berger Levrault», collection «administration locale»). Chargé de cours à la faculté de droit de Montpellier, élu local depuis 1983, président d'une sarl de 1989 à 1995, auteur de nombreux articles consacrés aux collectivités locales, à l'urbanisme commercial, au droit de l'expropriation et aux entreprises publiques.

HERTZOG (Robert), professeur agrégé de droit public à l'TEP de l'université Robert Schuman de Strasbourg. Il a occupé diverses fonctions administratives, collaboré au Commissariat général du plan, à la DATAR et est élu municipal depuis 1989. Spécialiste des finances et de la gestion des collectivités locales, il vient d'être nommé à l'Observatoire des finances locales. Auteur de nombreuses publications, il est membre du conseil scientifique de plusieurs revues. Il est également vice-président du Consortium européen d'études régionales et fédérales, président de la Section régionale EST de l'IFSA et secrétaire général de la Société française de finances publiques

HOFFMANN-MARTINOT (Vincent), politologue, chargé de recherche au CNRS au CERVL (Science Po-Bordeaux). Il travaille dans le domaine de la politique comparée et de l'analyse des politiques territoriales. Il effectue en 1995-1996 un séjour de recherche en Allemagne (Institut franco-allemand de Ludwigsburg et Institut de science politique de Stuttgart) grâce à la Fondation Alexander-von-Humboldt. Il est notamment l'auteur de Finances et pouvoir local : l'expérience allemande (PUF, 1987) ; Le Territoire pour politiques. Variations européennes (L'Harmattan, 1994, coauteur) et Local and Regional Bureaucracies in Western Europe (Les Cahiers du CERVL, 1991, coauteur).

HOORENS (Dominique), ancien élève de l'Ecole nationale de la statistique et de l'administration économique (ENSAE). Après 5 ans passés à la Direction générale des collectivités locales, il a intégré en 1989 la direction du développement local de la Caisse des dépôts et consignations comme analyste financier. Depuis 1991, Dominique Hoorens est directeur des études au sein du département des finances locales du Crédit local de France. La direction des études publie deux fois par an une note de conjoncture sur les finances locales. Elle a également édité récemment un ouvrage intitulé *Finances locales*, *la décennie de la décentralisation*, qui dresse un bilan de plus de dix ans des finances locales tant au plan macro-économique qu'au plan micro-économique.

LE GALÈS (Patrick), chercheur CNRS au Centre de recherche administrative et politique (CRAP) de Rennes et enseignant à l'Institut d'études politiques de Rennes. Il a notamment publié Politique urbaine et développement local, une l'comparaison France-Grande-Bretagne, Paris, L'Harmattan, 1993; sous la direction de (avec Mark Thatcher), Les réseaux de politique publique, débats autour des policy-networks, Paris, L'Harmattan, 1995; «Du gouvernement urbain à la gouvernance urbaine», Revue française de science politique, n.1, 1995, «Politique de la ville en France et en Grande-Bretagne, ambiguïtés et volontarisme de l'Etat», Sociologie du travail, n;2, 1995, «Contracts versus competitive bidding, rationalizing urban policy in France and Britain» (avec John Mawson), Journal of european public policy, vol 2, n.2, 1995.

LENGRAND (Louis), HEC. Il a consacré l'essentiel de sa carrière au développement de projets à caractère international, dans le cadre de l'Association européenne de marketing et de management financier (EFMA), au sein du groupe de la Caisse des dépôts et consignations, enfin, à l'International du groupe Bull. Il a créé le cabinet Louis Lengrand & Associés, présent à Paris, Bruxelles et Washington qui intervient sur deux types de missions : le développement d'actions de lobbying auprès des institutions européennes et des banques internationales de développement ; l'aide à l'identification, à la qualification, au montage et au financement de projets pour le compte de la Commission Européenne, d'acteurs industriels et d'opérateurs publics et privés, en particulier dans le domaine de la «Société de l'Information».

MORTIER (Denis), HEC et MBA Stanford, directeur général et administrateur de la Financière Saint Dominique, structure fonds propres du groupe Crédit national.

Denis Mortier a assuré des postes de responsabilité dans l'industrie jusqu'en 1988, dont celui de directeur général de la holding CEA - Industrie, premier groupe français de haute technologie et d'énergie nucléaire. Il est membre de nombreux conseils d'administration d'institutions financières et

de sociétés industrielles et directeur général adjoint du groupe Crédit national. Il est président de l'Association française des investisseurs en capital (AFIC), de l'Association européenne des investisseurs en capital (EVCA) et membre du conseil d'administration de l'European association of securities dealers (EASD), de l'EASDAQ et du Nouveau Marché.

PERETTI (Marie-Pierre), diplômée de l'Institut d'études politiques de Paris, elle a intégré le département des finances locales du Crédit local de France en 1990. Au sein de la direction des études, elle est chargée de la réalisation d'études sectorielles dans des domaines divers (environnement, Union européenne, modes de gestion des services publics locaux, hôpitaux, emprunt, etc.).

QUIN (Claude), inspecteur général du Conseil général des Ponts-et-Chaussées (2º section). Il a été président du conseil d'administration de la RATP de 1981 à 1986 et membre du Conseil économique et social de 1984 à 1988. Il fut conseiller de Paris de 1977 à 1981. Il est l'auteur de plusieurs ouvrages, notamment de *Mêlez-vous de vos affaires!* publié en 1985 chez Jean-Claude Lattès, *Idées neuves pour sociétés en crise* publié en 1990 aux éditions Messidor et récemment à la Documentation française de *l'Administration de l'équipement et ses usagers*.

RAYMUNDIE (Olivier), docteur en droit public. Après avoir exercé des fonctions de juriste au sein de la Lyonnaise-des-eaux - Dumez puis à France Télécom, il est aujourd'hui consultant senior à Axes Management (Paris), cabinet de formation et de conseil spécialisé dans l'achat public.

Chargé d'enseignement à la faculté de droit de Rouen depuis 1993, Olivier Raymundie est spécialisé dans le droit des collectivités locales, plus particulièrement dans les contrats de gestion déléguée des services publics. Il est l'auteur d'un ouvrage publié aux Editions du Moniteur en 1995, La gestion déléguée des services publics en France et en Europe et de nombreux articles consacrés aux modes de gestion des services publics locaux en France et en Europe. Il est plus particulièrement en charge des montages contractuels avec les collectivités locales et les grands établissements du secteur public.

ROCHEFORT (Philippe), directeur des financements structurés au Crédit local de France. Il a fait toute sa carrière dans le groupe de la Caisse des dépôts et consignations où il a été, en particulier, directeur d'une société d'économie mixte, directeur de TRANSCET, directeur de la SCET. Il est ingénieur de l'Ecole centrale de Lyon, DES de sciences économiques et a étudié à Columbia University. Il a enseigné l'économie urbaine à l'Institut d'études politiques de Paris, à l'Ecole nationale des Ponts et Chaussées et à l'Ecole centrale de Paris.

SAVAJOL (Henry), directeur du eervice des études du Crédit d'équipement des PME (CEPME). Ce service a une double mission :

- —lanalyser l'environnement économique et financier du CEPME ;
- —mener une réflexion générale sur les petites et moyennes entreprises et leurs dirigeants.

Dans ce dernier domaine, la rareté des informations disponibles à conduit le service des études du CEPME à développer depuis plus de 15 ans un «observatoire des PME», enrichi par des enquêtes régulières sur les caractéristiques, les évolutions et la conjoncture de l'appareil productif PME.

TERNEYRE (Philippe), professeur agrégé de droit public, Doyen de la faculté de droit, d'économie et de gestion de Pau.

Co-auteur du *Droit des marchés publics*, deux tomes aux éditions du Moniteur et de *Droit des services publics*, deux tomes chez le même éditeur. Titulaire d'une chronique régulière au Recueil Dalloz et à la Revue de droit immobilier sur le droit des marchés publics. Auteur de nombreuses études sur les marchés publics, les conventions de la gestion des services publics et les montages contractuels complexes.

TÉSTA (**Francesco**), professeur d'économie et de gestion des entreprises auprès de l'université du Molise. Doyen de la faculté d'économie, il est aussi vice-président de l'A.N.M. - *Azienda Napoletana Mobilità* - qui gère le service public de transport à Naples.

UHALDEBORDE (Jean-Michel), professeur de sciences économiques à l'université de Pau et des Pays de l'Adour. Il est l'auteur de plusieurs rapports de recherche, articles ou contributions à des ouvrages consacrés au secteur public local, plus particulièrement au financement des politiques publiques. Avec A. Guengant, directeur de recherche au CNRS, du CREFAUR de l'Université de Rennes I, il tient la chronique annuelle que l'Annuaire des collectivités locales du GRALE-CNRS consacre au thème « économie et finances locales ». Il a publié en 1989, Crise et réforme des finances locales, PUF, Paris.

UTERWEDDE (Henrik), politologue, directeur adjoint de l'Institut francoallemand de Ludwigsburg (Allemagne), spécialiste de politique et d'économie comparée (notamment France-Allemagne). Rédacteur en chef du Frankreich-Jahrbuch (Opladen: Lesko und Budrich). Enseignements réguliers en Allemagne et en France. Principales publications: Communes en France et en Allemagne (bilingue, Düsseldorf: GEMINI, 1991); Die Wirtschaftspolitik der Linken in Frankreich (Frankfurt/M.-New York: Campus, 1988); Raumordnungspolitik in Frankreich und Deutschland (Stuttgart: DVA, 1994, coauteur). VERNIÈRE (Jean-Marc), ingénieur de l'université de Compiègne. Arrivé à la Société de financement du Massif Central (SOFIMAC) en 1992 après 10 années en entreprise puis en cabinet de conseil en management des PME. Il est directeur général du groupe SOFIMAC (Capital-investissement, ingénierie financière et fusions & acquisitions), et de l'Institut de la PME (formation des cadres et dirigeants de PME). Professeur associé à l'ESC Clermont-Ferrand.